

**Nicolas Delalande, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019**

**Nicolas Delalande** (Sciences Po), spécialiste de l'histoire de l'État, de l'impôt et de son consentement aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette spécialisation se ressent dans la méthode de l'ouvrage : interrogations autour de la création et de la mise en place d'un éventuel État ouvrier par l'Association internationale des travailleurs (AIT) ou bien par le choix des sources : échanges épistolaires et comptes rendus de réunions qui concernent les actions concrètes de la solidarité ouvrière (principalement les prêts, les dons, les souscriptions). Les débats théoriques de la Première Internationale ne sont perceptibles qu'en arrière-plan, à travers les choix de la solidarité ouvrière.

- L'enjeu pour N. Delalande est de comprendre comment **s'organise la solidarité ouvrière** à un moment où se développe irrésistiblement la mondialisation du capital. Tout l'objet du livre est de montrer **qu'à la mondialisation du capital, les ouvriers ont tenté d'opposer une mondialisation des travailleurs**, fondée justement sur cette solidarité organisée qu'il fallait coordonner.

Il se fonde sur les travaux **d'E. P. Thompson** pour définir la **solidarité** comme étant d'abord une **expérience vécue**, avec des **engagements**, des **combats**, des **pratiques** qui modifient le groupe et sa façon de penser en retour. Avec l'AIT, il s'agit pour l'historien de retrouver un mouvement de la « **souffrance à distance** » (Luc Boltanski, 1993), soit l'invention d'un nouveau répertoire de l'action sociale transnationale qui appelle à bâtir des relations solidaires au-delà des frontières. Celles-ci se différencient de l'humanitaire qui justifie la solidarité au nom d'une irréductible altérité entre les personnes secourues et leurs bienfaiteurs. Pour le mouvement ouvrier, il s'agit de produire un monde d'égaux où ceux qui aident entretiennent des rapports de similarité et de réciprocité avec ceux qui reçoivent.

Une des questions fondamentales que soulève l'ouvrage est la question de l'argent et de sa valeur au sein de ces logiques de solidarité transnationale, en lien avec la quête d'autonomie des ouvriers. C'est l'enjeu des « **économies morales** » **de l'argent**, selon l'expression d'E. P. Thomson. Comment collecter, gérer, dépenser et distribuer l'argent mis en commun par les ouvriers (et ce de manière distincte de l'État et des institutions bourgeoises) ?

- Dilemmes moraux et stratégiques des ouvriers qui courent toute l'œuvre. Delalande utilise les analyses de la sociologue de l'économie **Viviana Zelizer** (*La signification sociale de*

*l'argent*, 2005) pour examiner la nature des relations sociales à travers l'échange de l'argent et comprendre les rapports de pouvoir, les modes d'organisation et les conceptions morales qui se forment au sein du monde ouvrier de manière transnationale.

## **Première partie : LE TEMPS DES EXPERIMENTATIONS**

### **Chapitre 1 : Un État des travailleurs ?**

Dès sa fondation en 1864, l'AIT fait fantasmer : les autorités paniquent, sont persuadées de sa grande puissance, pensent qu'elle fomente la révolution et finance les grèves dans toute l'Europe, organisant une vaste conspiration internationale. Ces mythes sont utiles à l'AIT car ils construisent le crédit de l'institution, mais c'est dans le même temps risqué si la faiblesse réelle des ressources de l'AIT éclate au grand jour (décevant ainsi des ouvriers qui pourraient en attendre plus).

Le but de l'AIT est de donner corps à la fraternité universelle et de l'organiser. Mais la question de la structure même de l'organisation est débattue durant toute la période : doit-elle être une **fédération centralisée** ou **décentralisée** ? **Entraide spontané** (position anarchiste) ou **solidarité avec principe d'obligation** qui nécessite une **institutionnalisation** (position socialiste) ?

Compte-tenu de l'implantation à Londres de son **Conseil général** en **1864**, celui-ci connaît une surreprésentation des *trade unions* anglais. Imprégnés par les valeurs de la société victorienne, ces derniers calquaient alors le fonctionnement de leurs syndicats sur celui de l'AIT, en prônant une gestion irréprochable, preuve de la **respectabilité** des acteurs de l'institution : capacité à appliquer les sages vertus du *self help* et de la rigueur financière qui font la réputation de l'institution. Toutefois, l'endettement rapide de l'AIT la pousse à la quête de ressources.

Selon le principe du « **Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs** » (devise de l'AIT), l'enjeu est de faire payer aux membres une cotisation (et éviter les « passagers clandestins »). Les ouvriers anglais sont alors habitués à cotiser, mais là il s'agit d'un changement d'échelle à un niveau transnational européen (qui serait la grande réussite de l'AIT selon Kautsky). L'adhésion doit se faire à double niveau : celui de la section locale + 10 centimes pour le Conseil général.

- **Conflits sur la répartition des ressources** du fait des déséquilibres entre les sections (les Anglais plus riches ne comprenant pas pourquoi les autres ne payent pas plus, alors que les délégués français en 1866 prônent un égalitarisme intransigeant).

Se mettent alors en place des **mécanismes de contrôle**, voire de sanction pour un minimum de discipline collective = Mise en place d'un **processus de bureaucratisation**, (cartes de membre, des timbres pour acquittement des cotisations). De plus, l'argent est utilisé pour régler les différends idéologiques très nombreux du fait de la grande diversité de l'organisation : au congrès de La Haye de 1872 on exige des délégués espagnols de régulariser leurs retards de paiement avant de siéger (pour qu'ils soient finalement exclus).

## Chapitre 2 : L'argent des ouvriers

Restituer les « économies morales » de l'argent ouvrier = restituer l'importance donnée au sein de l'AIT au **crédit**. Pour les militants, la solidarité consiste à se réappropriier les ressources que le capital accapare au détriment des ouvriers. À l'échelle locale, cela se fait par la constitution de **caisses gérées par les ouvriers eux-mêmes** et qu'il s'agit de penser à un cadre international en s'appuyant sur la **mise en circulation du crédit par-delà les frontières** (pensée fédéraliste). Ainsi, « l'insolidarité » pourrait être remplacée par une solidarité plus incarnée et plus efficace.

Malgré la présence d'Engels et de Marx (qui considérait cela comme de « risibles élucubrations ») au Conseil général, l'idée d'une **émancipation par le crédit** était très en vogue depuis les années 1830. Les saint-simoniens et les proudhoniens voyaient en la « **banque du peuple** » une solution pacifique à la question sociale, faisant disparaître les antagonismes capital/travail par l'accès à tous au capital. **Le Manifeste des soixante de 1864**, qui comprenait de nombreux membres de l'AIT, faisait l'éloge **du mutualisme et du crédit qui annoncent la dissolution des classes sociales**. Il s'agissait donc de détourner l'épargne ouvrière des caisses de la bourgeoisie. Des militants belges voulaient également créer une nouvelle monnaie, afin de construire un système économique alternatif et rendre l'État superflu. Pour l'AIT il s'agissait de relier les sections par le crédit et contourner ainsi les souverainetés des États-nations.

Le don est déprécié car il rappelle la charité. **Le prêt au contraire est la reconnaissance de la qualité supérieure des métiers les plus organisés**. Dans le *Manifeste des Soixante* il est écrit : « Nous ne voulons pas être des clients ou des assistés ; nous voulons devenir des égaux ; nous repoussons l'aumône ; nous voulons la justice » = « **éthique de la réciprocité** ».

L'AIT joue le rôle de plate-forme dans la **période 1866-1872**, où les grèves se multiplient. Elle

L'AIT joue le rôle de plate-forme dans la **période 1866-1872** où les grèves se multiplient. Elle permet d'échanger des informations afin de voir quelles sont les pratiques les plus efficaces.

➤ **Les caisses de prévoyance** sont vues comme des **modèles pour les sociétés de**

3

**résistance** en ce qu'elles permettent l'émancipation par la création de formes collectives de mutualisation des ressources contre le paternalisme et ses caisses qui viennent « d'en haut ». Les ouvriers militent donc pour le droit de s'autogouverner, le contrôle des caisses signifiant l'autonomie. **De janvier à avril 1870 au Creusot**, le paternalisme des Scheider qui décide du prélèvement sur les salaires (2.5%) est contesté. Schneider organise alors un plébiscite, mais les ouvriers l'emportent. À la suite de 5 jours de grève, Scheider fait appel à la troupe et renvoie 70 ouvriers. Mais le 21 mars une seconde grève à lieu organisée par les ouvriers mineurs emmenés par **Eugène Varlin** qui crée une section AIT au Creusot, tandis que les nouvelles de la lutte sont diffusées internationalement par le journal **La Marseillaise** d'**Henri Rochefort**.

Sur la question de l'organisation des luttes, de grandes divergences existent au sein du Conseil général (reflet de la disparité idéologique) entre les Anglais qui critiquent le spontanéisme révolutionnaire et les partisans de l'action directe qui critiquent le conservatisme des *trade unions*. Pour les blanquistes par exemple les caisses de grève sont inutiles voire nuisibles. Quant à Marx, il voit les syndicats comme « les écoles du socialisme ».

Globalement, tendance à **une professionnalisation des pratiques**, avec des membres de l'AIT qui se déplacent pour organiser les grèves, mais aussi pour calmer les ardeurs des ouvriers. Ex : **Eugène Hins**, secrétaire du CG belge, va à Liège et dans le Borinage en **avril 1869** pour calmer les ouvriers en leur enjoignant de dialoguer avec les autorités et de s'organiser avant de se soulever.

Le but du CG de l'AIT : réduire le nombre de grèves en les rendant plus efficaces. De ce fait, les **caisses de grève** représentent le **pouvoir** et la **crédibilité** des organisations.

Il faut souligner ici que l'AIT des années 1860 a surtout des **identités de métiers**, plus **locales** que nationales qui priment sur les identités de classe, des métiers très **homogènes** qui s'efforcent de construire des **liens de réciprocité**, laissant de côté de nombreuses professions. C'est donc plutôt un **fonctionnement translocal** qui prime, où il faut considérer les bassins d'emplois plutôt que les entités nationales. Est-ce une **fédération internationale des métiers**

pour autant ? Certains fonctionnent déjà comme cela, comme les cigariers dans les années 1860-70 :

- Les **cigariers** anglais envoient 600 livres à ceux d'Anvers en 1871. Ils fondent la *Tobacco Worker's International Union* en 1871 à Londres et peuvent se passer de l'AIT.

C'est un principe repris par la **fédération jurassienne** (anarchiste) après 1872 avec une volonté

4

de mise en relation horizontale.

Pour la solidarité à court terme, l'AIT banalise la souscription chez les ouvriers (contexte où les souscriptions sont banalisées avec la philanthropie en tant que répertoire charitable transnational).

- Lien de solidarité et de réciprocité entre le groupe donneur et bénéficiaire.

« Souffrance à distance » + « prise de parole » (cf. Michelle Perrot), c'est une expression populaire à la puissance libératrice (mots de compassion accompagnant l'argent). Mais il faut joindre l'acte aux paroles. Les appels à souscription doivent soulever l'indignation, notamment grâce à la presse militante. Ex : *La Marseillaise* d'Henri Rochefort en 1870 lève 10 000F en 3 semaines pour le Creusot et 6 000 F pour les militants emprisonnés et leur famille.

### Chapitre 3 : La lutte et l'entraide

Années 1860/70 = explosion des grèves. Elles confèrent audience et prestige à l'AIT. Mais tous les membres n'en sont pas satisfaits : les proudhoniens et les owénistes sont critiques du droit de coalition.

- Au congrès de Bruxelles de 1868, **Hermann Jung** dit : « le but de l'Association n'est point d'élever par des grèves ou autrement, le salaire des ouvriers ; son but est de détruire le salariat ».

Mais les bronziers parisiens (proudhoniens) ajustent leur position après l'écho de leur grève en 1867. Le ciseleur **Henri Tolain** (pourtant pour l'autonomie et le dépassement du clivage de classe) dit : « la grève c'est la guerre, mais à côté de la guerre mauvaise, injuste, il y a la guerre pour défendre ses droits, et celle-là c'est la guerre sainte ».

Un des exemples de l'époque est le succès des *trade unions* anglaises lors de la **grève de 1859-1860** durant laquelle **24 000 maçons** mobilisent **23 000 livres** (sans équivalent). Leur

puissance financière inédite leur permet de résister plusieurs semaines au *lock out*. Ils sont vus comme la pointe avancée du mouvement ouvrier pour Marx qui les défend. L'idéal pour l'AIT c'est de **reproduire sur tout le continent le fonctionnement du mouvement syndical anglais** du fait du succès des *amalgamated unions* (fédérant plusieurs syndicats), avec leur capacité à **centraliser l'information**, sans qu'aucune grève ne puisse avoir lieu sans l'aval de la direction centrale.

**Londres** est à l'époque **la capitale du capital syndical**. Le *London Trades Council*

5

(LTC) au début des années 1860 regroupe plusieurs dizaines de syndicats et fait office de « Parlement » avec à la tête de son comité exécutif qui forme une « Junte » qui écrase le monde syndical anglais jusqu'en **1868** avec la création du **TUC**. Le LTC représente plus de **50 000 ouvriers en 1862** ; il étudie le sérieux des demandes de secours et émet des lettres de créance (*credentials*). Toute demande doit être accompagnée d'un rapport écrit et de l'audition de ses délégués. Les leaders du LTC intègrent le CG de l'AIT.

- Les ouvriers **porcelainiers de Limoges** font grève en **1864** pour que les pièces de mauvaise qualité ne soient plus déduites de leur salaire et s'adressent au LTC via un socialiste en exil (Alfred Talandier) qui est auditionné. La LTC accorde lettre de créance et souscription, avec gestion confiée à des personnalités que l'on suppose connues : Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Cependant, le temps que la souscription soit ouverte, la grève est déjà terminée.

La création de l'AIT permet de passer par le CG pour accéder aux fonds de l'AIT (et donc gagner du temps). Ex : **bronziers parisiens** en grève en **1867** vont à Londres et sont autorisés à réclamer des prêts à une vingtaine de sociétés londoniennes avec la bénédiction du LTC (20 000 F). C'est alors une « grande victoire » pour Marx, car ces liens noués s'impriment dans la mémoire internationaliste. Le bronzier **Zéphirin Camélinat** (qui est allé à Londres) cultive d'ailleurs cet épisode mythique jusqu'aux législatives de 1893.

L'espace de solidarité épouse celui des bastions de la première industrialisation. Mais diffère selon les métiers. **Le prêt est conçu comme un instrument de responsabilisation et d'autonomisation**. Donc les ouvriers aidés doivent avant tout se montrer dignes de cette solidarité en aidant à leur tour d'autres ouvriers en lutte. L'aide londonienne pour les bronziers parisiens en 1867 s'inscrit dans cette chaîne de réciprocité, car les Londoniens ont en mémoire les

parisiens en 1867 s'inscrit dans cette chaîne de réciprocité, car les Londoniens ont en mémoire les 5 livres venues de France en 1859-1860. Après 1867, les bronziers parisiens répondent à l'appel à l'aide des tailleurs londoniens en envoyant 10 livres.

Mais c'est une **chaîne de réciprocité précaire**. Ex : **ouvriers mécaniciens de Bruxelles en 1874**, dont la grève aurait été inenvisageable sans aide extérieure. Et pourtant une fois le conflit terminé beaucoup se retirent de l'Association des mécaniciens et n'y cotisent plus. Cela crée un **dommage moral**.

Développer des modes de **régulation et d'harmonisation des marchés**. Limiter la concurrence par l'entraide internationale lors des grèves, obsession des syndicats anglais. Donc rapprocher les niveaux de vie des ouvriers par-delà les frontières est la clef du succès contre le

6

capital mondialisé. C'est pourquoi Marx considère qu'il faut absolument soutenir la **lutte des fileurs de Sotteville-les-Rouen en 1869**, car les patrons normands essayaient de concurrencer l'industrie anglaise par la baisse des salaires. Donc un intérêt commun de toute part à s'entraider. En outre, l'AIT **empêche le recrutement des briseurs de grèves** (*blacklegs, Zuzug*), travailleurs étrangers, pendant les grèves.

- Pendant **les grèves des tailleurs d'Édimbourg, Londres et Manchester en 1865-1866**, l'AIT fait savoir à la presse ouvrière allemande et norvégienne que les sociétés anglaises sont en grève et donc empêcher les tentatives d'embauches.

**La grève des typographes de Leipzig de mars à juillet 1865** est un haut point des espérances du mouvement internationaliste. Ils récoltent 10 000 thalers (10% localement, 90% de 120 lieux différents > 2/3 Allemagne, 1/3 étranger). L'année suivante, est fondé le **Syndicat allemand des typographes de 3000 adhérents** dont chacun doit payer une cotisation de 5 pfennigs par mois à l'AIT. Ils paraissent si structurés qu'ils n'ont plus besoin de faire grève pour obtenir gain de cause.

- **Michelle Perrot** : « la solidarité découle de l'organisation beaucoup plus que de la sympathie, de l'émotion ou de l'altruisme ».

#### **Chapitre 4 : les écueils de la compassion**

La Commune est le moment d'éprouver les liens de solidarité construits par l'AIT. Elle polarise finalement les différences idéologiques aux congrès de 1871 à Londres et de **1872 à La**

**Haye** (scission avec les anarchistes). Même si la Semaine sanglante provoque une indignation générale, car c'est une question de survie pour les rescapés. L'objectif est de fournir des passeports : « un bureau des passeports » est mis en place selon J-B. Dumay au Creusot. Le gouvernement français demande aux autres pays d'extrader les membres de la Commune. Mais l'Angleterre reste fidèle au droit d'asile. Pour le gouvernement britannique c'est contre-productif de combattre l'Internationale et parie sur la « libre discussion » pour pacifier les esprits. Entre 5000 et 6000 exilés : 1500 en Belgique, 2000 en Angleterre : 500 d'entre eux à Londres fondent la **Société des réfugiés** en 1872.

L'histoire de ces exilés communards c'est aussi les **limites de la solidarité** : les communards exilés en Angleterre concentrent toute l'activité de l'AIT. Le Conseil général met des conditions aux aides (réputation, niveau de participation à la Commune, enquêtes sur l'identité, traces de précédents versements), ce qui est considéré comme des procédés vexatoires pour les

7

exilés. De plus, du fait de la légende noire des communards, ils sont mal vus au bout d'un moment par les syndicalistes anglais. En outre, les réfugiés attendent de plus grandes sommes d'aide. La compassion pour les martyrs de la Commune s'étioule. Jung cesse les versements individuels et choisit des personnalités dont la réputation est connue (Teulière, Theisz, Camélinat, Combatz) pour répartir la distribution. Finalement, les réfugiés sont vite critiqués pour ne pas vouloir travailler et leur supposée fainéantise. Jung évoque même la possibilité de les aider à émigrer aux USA. Alors que les communards considèrent qu'ils ont payé de leur personne pour la cause internationaliste. Distance du fait de la violence paroxystique de la Commune. Néanmoins, la méfiance est omniprésente (à l'égard de ceux qui ont géré les fonds de la Commune ou des mouchards).

Finalement, la lassitude gagne et cela est perceptible lors des premières amnisties en 1879 : Louis Blanc et Victor Hugo parrainent le **Comité central d'aide aux amnistiés** qui récolte 300 000 francs pour aider 3 352 amnistiés. Face à cela, les plus politisés fondent le **Comité socialiste d'aide aux amnistiés et non amnistiés**, contre la bienfaisance paternaliste du comité républicain. Les deux comités se font concurrence à l'arrivée des trains des exilés. Mais le Comité socialiste ne recueille que 30 000 francs. Néanmoins, cela joue un rôle utile pour regrouper les socialistes en France sous l'égide de Guesde, Jean Allemane ou Paul Brousse.



## Deuxième partie : LE TEMPS DES CONSOLIDATIONS

### Chapitre 5 : Renouer les fils de l'internationalisme

**Renaissance en 1889** (Deuxième Internationale) : progrès rapides de la seconde industrialisation, mondialisation des flux financiers, amplification des migrations transatlantiques, mais aussi un nouvel activisme syndical avec **l'implication des masses dans le champ politique et les luttes sociales**. Participation des travailleurs de la grande industrie et ouvriers non qualifiés. L'âge de la syndicalisation atténue progressivement l'exceptionnalisme britannique : les USA, l'Allemagne et la Scandinavie deviennent les nouveaux bastions de la lutte ouvrière, porteurs de valeurs et de modèles d'organisation capables de s'exporter.

Malgré l'échec de l'AIT, les liens faibles tiennent. L'Internationale reste dans les imaginaires. **Jules Guesde** rentre en France en 1876 et entretient des liens avec les Allemands (Bebel, Liebknecht). C'est toutefois un contexte répressif. Les lois antisocialistes de Bismarck

8

(1878) renforcent la capacité d'action du parti en donnant naissance à un « patriotisme organisationnel », ainsi qu'une vague d'entraide internationale : manifestations de soutien en Belgique, France, Italie et Autriche-Hongrie en 1878. L'aide électorale est constante dans les années 1880 et permet au SPD d'avoir de très bons résultats aux élections (1.4M de voix, soit 1/5 de l'électorat).

Les années 1880 voient de nombreux congrès, avec des idéologies divergentes, entre les anarchistes exclus de l'AIT et les délégués du TUC qui s'inquiètent de la progression des socialistes. Divergences entre le pragmatisme syndical anglais et le lyrisme révolutionnaire français. Entre les deux, **Adolphe Smith**, qui joue le rôle de traducteur, veut rassurer les Anglais avec l'exemple du mouvement de la **Fédération des Bourses du travail**. Ce sont finalement les liens franco-allemands qui permettent la création de la Deuxième Internationale avec une nouvelle phase d'institutionnalisation.

Crise économique de 1873 + protectionnisme a renforcé les États-nations et les empires coloniaux : explosion des migrations + des réactions xénophobes et antagonismes nationaux. La mondialisation est une chance pour l'internationalisme car elle ouvre de nouvelles opportunités ;

mais elle est aussi un défi du fait de l'affirmation des nationalismes. Donc **place importante de la question migratoire entre 1880 et la 1GM**. Pour les internationalistes, les migrations non régulées mettraient en concurrence les travailleurs, quand bien même les droits à la mobilité des travailleurs ne sont pas remis en cause (sauf s'ils « déprécient le travail indigène au seul avantage des patrons », congrès corporatif de Paris, 1883). **César De Paepe** appelle à une « République mondiale » avec une législation internationale, car la coordination syndicale n'est pas suffisante. La « question chinoise » et les travailleurs juifs (après les pogroms russes de 1891) préoccupent les milieux ouvriers de l'époque et font craindre aux *trade unions* des baisses de salaires. Face à cela, les internationalistes répètent leurs condamnations de l'antisémitisme. En France, des syndicats proposent l'instauration d'une taxe sur les étrangers, ce qui suscite la réprobation de Guesde et Jaurès. **Deux lignes s'affrontent entre les militants qui cherchent à protéger le travail national et ceux pour qui le projet internationaliste de fusion des intérêts dans un combat collectif doit primer.**

Tournant du *new unionism* dans les années 1880 : changements dans le recrutement social des syndicats, nouvelle stratégie de mobilisation, liens plus étroits avec les courants socialistes, critique des positions conservatrices des *trade unions*. Les dirigeants du TUC combattent avec force ce nouveau mouvement : les vieux militants (*old unionism*) restent attachés à

9

la puissance financière des *trade unions* et refusaient l'intervention de l'État dans l'action syndicale. *New unionism* s'appuie sur de nouvelles luttes sociales, de longs conflits très médiatisés : le soutien de l'opinion publique devient déterminant (presse bon marché + couverture internationale).

Ex : **grèves des allumettières en 1888** (*Union of Women Match Makers*). Londres.

- **Grève des dockers de 1889**. 100 000 travailleurs bloquent le port de Londres d'août à septembre. Solidarité internationale (surtout d'Australie) + fonds levés lors de meetings, matches de football, avec l'appui des grands journaux. Augmentation du nombre de syndiqués de 750 000 en 1888 à 1.5M en 1892. Fin du *old unionism* + solidarité entre les populations blanches de l'Empire britannique.

En Allemagne, l'abandon des lois antisocialistes en 1890 accélère le processus de croissance des organisations des « syndicats libres » sociaux-démocrates. Le président de la Commission générale en 1891, **Carl Legien**, élu député avec le SPD en 1893, souhaite la centralisation des ressources et de la prise de décision pour se doter de structures comparables à celles du patronat. Création

d'une **statistique ouvrière pour rivaliser avec l'État** dans la connaissance du monde social : « obsession statistique », un des leviers de standardisation de l'action syndicale que Legien tente d'atteindre à l'échelle internationale. Son objectif : créer un syndicat exigeant financièrement tout en l'ouvrant à un large public, un « **syndicalisme total** » qui est aussi **de masse** et participe à la « **contre-culture** » du **SPD** alimenté par ses sections locales, ses bibliothèques et les sociabilités ouvrières.

## Chapitre 6 : Les masses solidaires

**Années 1890** : la massification de l'action ouvrière s'appuie sur un mouvement d'organisation et de structuration du syndicalisme à l'échelle internationale, non plus seulement regroupés par les métiers artisanaux, **mais aussi par les ouvriers de la grande industrie, avec une mise en avant de l'identité de classe**. Les syndicats sociaux-démocrates allemands s'affichent comme les grands pourvoyeurs d'aide en même temps qu'ils cherchent à imposer leur modèle.

Deuxième internationale = Coupure plus nette entre partis et les syndicats. A chaque congrès se tiennent en parallèle des congrès corporatifs, des fédérations internationales qui forment une organisation polycentrique (multiplication des fédérations) et flexible censée montrer la diversité des réalités économiques et sociales. Ce modèle répond aussi à des considérations industrielles qui doivent primer sur le national et l'interprofessionnel, en laissant une large

10

autonomie à chaque secteur. Cela mène à différentes stratégies transnationales. Là où les ouvriers sont peu nombreux et concentrés sur quelques bassins d'emplois la capacité des fédérations à coordonner les actions de grève est plus grande, comme chez les **gantiers** (7000 syndiqués dans la fédération en 1914), avec la possibilité de boycotter des produits dans les usines non-grévistes. Alors que chez les **mineurs**, les fédérations font le choix du réformisme, de l'action législative et de l'intervention régulatrice de l'État.

L'aide internationale s'inscrit désormais dans une routine de l'action collective internationale. Mais dans les années 1890 les grèves répondent encore à des logiques d'identification professionnelle plutôt qu'à l'ambition de lancer une grève de toute la classe ouvrière. Au début du XXe siècle émerge l'ambition d'une structure plus englobante : **Secrétariat syndical international** (1901) en charge d'améliorer la coordination et favoriser la diffusion de

syndical international (1901) en charge d'améliorer la coordination et favoriser la diffusion de bonnes pratiques. En 1903 la charge est confiée à Legien. Les pays où le syndicalisme est éclaté (France) sont sous-représentés au profit des pays à organisation unique ou hégémonique (Scandinavie, Allemagne). La confédération revendique 6M d'adhérents à la veille de la 1<sup>re</sup> GM (dont 2M d'allemands). Legien veut en faire une arène de comparaison et de standardisation des pratiques syndicales pour la généralisation du modèle allemand et sa « supériorité statistique ».

Paradoxe des congrès internationaux : ils favorisent l'émergence de communautés transnationales d'expertise tout en figeant des modèles « nationaux », avec la tentation d'attribuer les variations entre syndicalismes à des psychologies nationales (et les « tempéraments »). On met face à face deux « Europes sociales » : une fondée sur un **syndicalisme de services** (avec lourdes cotisations et centralisation poussée), l'autre **révolutionnaire et spontanéiste**.

La grève est de plus en plus comparée à une guerre, avec plan d'attaque, stratégie, coordination. Bernstein : « Si tu veux la paix sociale, prépare la grève ». M. Perrot : « la grève se syndicalise ». On souhaite codifier la grève pour passer à un niveau international d'une solidarité mécanique à une solidarité organique. Donc une **rationalisation des grèves**, avec les syndicats comme puissantes institutions financières (qui doivent savoir placer les fonds et les mobiliser rapidement quand il le faut). Les syndicats allemands placent ainsi leurs fonds dans les obligations de l'État allemand dans les années 1900. Il s'agit de s'appuyer sur l'État et le marché pour renforcer et sécuriser l'action ouvrière. Si des syndicalistes français critiquent cela et prônent « l'esprit de lutte », la CGT admet toutefois dans les années 1900 la nécessité de constituer des réserves.

La structuration du syndicalisme se fait aussi par rapport à celle du patronat, avec la

nécessité constante de se mettre au niveau de l'adversaire et ne pas être en position d'infériorité : « Le cosmopolitisme du travail doit contrebalancer le cosmopolitisme du capital ». De part et d'autre est utilisée la rhétorique du « retard ». Ainsi, naissent en France **l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM)** et **l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France**. En Allemagne les deux organisations de 1904 sont réunies dans une unique **Confédération des employeurs allemands** en 1913. Ces organisations répondent à la solidarité des travailleurs par des **caisses de prêts en cas de grèves**, comme lors de la très longue **grève des ouvrières textile de Crimmitschau dans la Saxe en 1903-1904** (1.25M de marks versés par

l'Union centrale des industriels allemands). De plus, se mettent en place des **dispositifs d'assurance** contre la grève, qui aboutissent en France à la création d'une Caisse générale industrielle après la 1<sup>GM</sup>. Toutefois, cela n'efface pas les pratiques traditionnelles d'importation d'ouvriers « briseurs de grèves ». Enfin, le patronat tente de mettre en place **un syndicalisme « jaune »** comme au Creusot entre 1899 et 1905. Ainsi, Pierre Bétry fonde en **1902** une **Fédération nationale des jaunes de France**, qui recherche l'entente nationale entre patrons et ouvriers.

Lors des grandes grèves de cette période, le secours aux familles et la faim des ouvriers deviennent fondamentaux pour les organisations. D'où la mise en place de *soup kitchens* par la Charity Organisation Society ou de « **soupes communistes** » en France à Fougères en **1906-1907**. La **grève générale de Belgique de 1913** pour le suffrage universel est le fruit d'une grande préparation par le Parti ouvrier belge et les syndicats qui permet de nourrir 350 000 ouvriers. De plus, avant même le début de la grève, ils prennent contact avec des familles rurales ou bourgeoises de France ou des Pays Bas afin **d'y accueillir les enfants des ouvriers** (2500 candidatures aux Pays Bas et 5000 dans le nord de la France, surtout à Roubaix et Tourcoing).

## Chapitre 7 : Une arme révolutionnaire ?

Des pratiques de solidarité au profit d'un horizon plus vaste ? La solidarité internationale permet-elle de déclencher et faciliter une action politique révolutionnaire ? La Deuxième Internationale (1889) ne veut pas reproduire les erreurs de l'AIT et pour Georges Haupt, elle refuse de « se penser comme institution ». La seule règle : ne reconnaître qu'une seule organisation par pays, ce qui pousse à l'unification des courants socialistes à une échelle nationale. D'où leur participation à la nationalisation des sociétés (notamment par la participation à la vie

parlementaire), même si en **1900** est créé un **Bureau socialiste international** (BSI) à Bruxelles, mais avec des moyens limités. Question de la « contre-culture » (du SPD notamment) avec les « petites solidarités » qui renforcent la culture ouvrière et qui bénéficient du soutien des municipalités socialistes. Celles-ci sont un moyen de décliner leur programme politique de manière locale sans attendre le grand soir (éducation populaire, assistance aux pauvres, municipalisation des gestions du gaz et des transports). Cela forme des réseaux internationaux

d'expertises de la réforme sociale. Le BSI tente de diffuser le socialisme en soutenant les presses socialistes : ainsi *l'Humanité* reçoit 25 000 francs du SPD en 1906. Mais c'est surtout au niveau symbolique que se fait l'action du BSI, en espérant faire naître la solidarité des grands élans collectifs, avec des manifestations de masse dans l'espace public : une culture qui atteint son apogée dans les années 1900-1910.

Subsiste l'enjeu de savoir s'il peut être fait un **usage politique de la grève générale**, afin de rendre effective la complémentarité entre l'action syndicale et politique comme la souhaitait Jaurès en 1896. En France la réflexion sur la grève générale a ses racines dans les années 1880-1890 avec les Bourses du travail et la CGT pour l'action anarcho-syndicaliste. Guesde et le Parti ouvrier y sont en revanche opposés. Durant les années 1900-1914 l'idée est très présente au sein de la CGT et elle est théorisée, accédant au rang de mythe ouvrier annonciateur du grand soir. Alors que la SFIO tente de conquérir le pouvoir par la voie parlementaire, la CGT radicalise son engagement pour la grève générale (avec plusieurs échecs successifs en 1902, 1909, 1910).

Après les événements de 1905-1906 en Russie, **Rosa Luxemburg** perçoit l'avènement d'un nouveau concept de « **grève de masse** » (*Massenstreik*), qu'elle utilise pour marquer sa différence avec les anarchistes, tout en s'enthousiasmant pour son potentiel révolutionnaire. Sa vision se fonde sur l'effusion des sentiments et des énergies que permet une telle grève de masse, avec un caractère spontané qui la rend révolutionnaire et qu'il s'agit d'organiser (et non l'inverse), sans toutefois verser dans la rigidité bureaucratique. Toutefois, les opinions de Luxemburg suscitent l'opposition des syndicalistes qui obtiennent gain de cause en **1906 : le SPD condamne l'usage révolutionnaire de la grève de masse**, la grève devant avoir pour objectif prioritaire **l'amélioration des salaires et des conditions de vie**.

Enfin, de grandes divergences subsistent dans l'usage qui peut être fait de la grève générale pour éviter un conflit militaire. Jaurès et Vaillant pensent que la grève générale pourrait être un recours possible. Si le refus de la guerre semble être un sentiment partagé par les socialistes, Carl Legien s'oppose à l'emploi de la grève générale dont il impute l'emploi à un

manque d'organisation. Quant à Guesde, il pense que la grève « militaire » éloigne les ouvriers du véritable objectif anticapitaliste qu'ils doivent se donner.

Avec la 1<sup>ère</sup> GM, la mobilisation nationale l'a emporté sur la solidarité de classe. Mais dès la fin de la guerre, communistes, socialistes et syndicalistes appellent de nouveau à la solidarité internationale. Pour Delalande, les expériences de 1860 à 1914 ont laissé une empreinte profonde qui va jusqu'aux années 1970, dans un XX<sup>e</sup> siècle qui voit la solidarité ouvrière internationale devenir véritablement globale et universaliste.

La nouveauté de l'après-guerre est l'émergence du clivage entre communistes et socialistes : l'unité de la classe ouvrière vole en éclats avec la mise en place du régime bolchévique et le contexte révolutionnaire des années 1918-1920. L'organisation de la solidarité devient un terrain d'affrontement politique, avec des frontières entre action politique, syndicale et humanitaire beaucoup moins rigides. De nouvelles organisations internationales rivales sont créées comme la **Fédération syndicale internationale** (FSI, sociale-démocrate) à Amsterdam en **1919**, proche de l'OIT et d'Albert Thomas, ensuite concurrencée par **l'Internationale syndicale rouge** (Profintern), fondée à Moscou en **1921**.

Les débats des deux précédentes internationales sont dépassés : le Komintern est centralisé, discipliné et bureaucratisé, au service de la Russie soviétique. Il assume sa position de centre directeur de la révolution mondiale en suivant et contrôlant les agents envoyés pour organiser les forces communistes. Pour Lénine, la révolution est une affaire de professionnels nécessitant de puissantes organisations. Le Komintern met alors en place une série d'organisations d'entraide comme le **Secours ouvrier international en 1921** (à Berlin en lien avec le KPD) à destination des populations civiles, puis le **Secours rouge international en 1922** pour les communistes pourchassés. Le Komintern souhaite alors doter le monde communiste d'une institution comparable à la Croix-Rouge. Le Secours rouge est présent dans 44 pays et est dirigé par **Clara Zetkin** au milieu des années 1920. Lénine souhaite concurrencer la philanthropie américaine au nom de l'anti-impérialisme, tout en se montrant plus efficace que ses adversaires réformistes. La solidarité est ici conçue selon le camp comme une arme révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Que ce soit à la FSI ou chez les communistes, la solidarité se veut désormais globale, avec des répertoires d'action hybrides, embrassant les causes syndicales, humanitaires, politiques.

